

## **Communiqué de presse – Juin 2019 – Journées Nationales de l'Archéologie (JNA)**

Archéologie de service public : Inrap et Services régionaux de l'archéologie

### **Service public de l'archéologie : le passé est-il sans avenir ?**

**Parce que la moitié des personnels de l'Inrap et des SRA va partir à la retraite d'ici une dizaine d'années et qu'aucune politique ambitieuse de remplacement n'est envisagée, c'est, à terme, la discipline toute entière et le patrimoine qui sont en voie d'extinction ainsi que la mémoire collective, menacée d'un effacement définitif.**

### **Un dispositif unique d'archéologie préventive au service des citoyens**

Au début des années 2000 la France s'est dotée d'un outil, unique au monde, de détection et de conservation de son patrimoine archéologique. L'Inrap, opérateur public de recherches archéologiques préventives, a largement contribué à bouleverser la connaissance des sociétés du passé et des interactions entre ces sociétés et leur environnement. Plus de 2000 agents travaillent au sein de cet établissement sous la tutelle des ministères de la recherche et de la culture.

La création de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives en 2001 a été assortie également d'une mission de valorisation auprès des citoyens et s'est accompagnée d'un vaste élan de diffusion de la connaissance vers le grand public qui a permis d'asseoir et consolider la place de l'archéologie en France. De nombreuses découvertes sont relayées régulièrement (ex : Le trésor monétaire médiéval de Dijon<sup>1</sup> ou plaquettes gravées du paléolithique à Angoulême<sup>2</sup>, le trésor de Lavau) qui participent d'une meilleure perception et de la légitimation de la discipline dans la société. Les savoir-faire et les méthodes des archéologues sont sollicités, par exemple, pour collecter les données dans les décombres de Notre Dame.

Les Français témoignent d'un attachement fort pour le patrimoine sous toutes ses formes et chaque année, près de 200 000 personnes (chiffres 2018) participent aux Journées Nationales de l'Archéologie organisées par l'Inrap pour le compte du Ministère de la Culture.

Alors que les contraintes pesant sur le travail des archéologues sont de plus en plus fortes, ces Journées Nationales de l'Archéologie redonnent du sens à leurs missions de service public car elles sont un moment important de rencontre et d'échange avec le public : quoi de plus valorisant en effet que de transmettre directement aux citoyens la connaissance issue des opérations de fouille archéologique, que d'échanger avec le public sur les missions pour la préservation d'un patrimoine commun ?

### **Quel avenir pour le Service public de l'archéologie ?**

Mais cette année, les JNA seront aussi l'occasion pour les archéologues de l'Inrap (qui réalisent diagnostics et fouilles) et ceux des services régionaux de l'archéologie (qui prescrivent diagnostics et fouilles et réalisent le contrôle scientifique et technique pour l'état) de dire leur désarroi et leurs inquiétudes.

La première génération d'archéologues professionnels embauchée dans les années 80 s'apprête à partir à la retraite notamment dans les SRA et, d'ici 2030, près de la moitié des archéologues de l'Inrap ne seront plus là. Les renouvellements prévus sont insuffisants. Les savoirs accumulés patiemment sur la lecture du terrain, la connaissance des terroirs, sur des thèmes de recherche non publiés ne se transmettent pas aisément, sur les bancs d'une faculté. L'absence de transmission des savoirs et des compétences avec la génération suivante risque de

---

1 <https://www.inrap.fr/un-depot-de-monnaies-exceptionnelles-de-la-fin-du-xve-siecle-decouvert-dijon-14380>

2 [www.inrap.fr/les-chasseurs-collecteurs-de-la-fin-du-paleolithique-dessinaient-deja-angouleme-14382](http://www.inrap.fr/les-chasseurs-collecteurs-de-la-fin-du-paleolithique-dessinaient-deja-angouleme-14382)

condamner l'archéologie préventive de service public. Faute de se donner les moyens permettant d'anticiper le choc démographique à venir, la France qui s'était dotée d'un dispositif unique en Europe en matière d'archéologie préventive, conforme à la convention de Malte<sup>3</sup>, s'apprête à liquider son patrimoine.

A moyen terme, c'est l'ensemble des acteurs et la discipline toute entière qui sont menacés par la désagrégation du service public de l'archéologie dans ses différentes composantes (Ministère de la Culture, services déconcentrés, Inrap, collectivités) et c'est le patrimoine commun qui est exposé à une destruction irrémédiable.

**Un archéologue qui part à la retraite, c'est une bibliothèque qui brûle. N'attendons pas qu'ils soient tous partis pour tenter de ré-exhumer ces connaissances accumulées.**

Par ailleurs, les archéologues constatent une dégradation générale de leurs conditions de travail et des moyens mis à leur disposition pour réaliser leurs missions. La mise en concurrence des opérations d'archéologie préventive et l'ouverture au secteur privé a largement contribué à faire chuter le prix des opérations de fouille archéologiques et les capacités opérationnelles du service public : aujourd'hui les sous-effectifs sur les chantiers et dans les services régionaux d'archéologie, la faiblesse des moyens matériels, les surcharges de travail qui en découlent compromettent la réalisation et la qualité des missions de service public, quand ce n'est pas la santé des personnels. Les archéologues de terrain sont en effet exposés à une multiplicité de risques, et à différentes formes de pénibilité. Ils sont en outre soumis aux aléas climatiques toute l'année.

**Si la mémoire collective s'efface, quelle sera notre capacité à inventer l'avenir ?**

Intersyndicale du service public de l'archéologie CGT-Culture, SNAC-FSU, Sud-Culture Solidaires, CNT-CCS

L'Inrap en quelques chiffres (2017) source Inrap.fr :

- 1865 opérations de diagnostic terrestre et subaquatique
- 212 opérations de fouille
- 470 publications scientifiques
- 52 expositions attirant plus de 850 000 visiteurs
- 159 conférences
- 222 visites de chantier
- âge moyen des personnels Inrap : 48 ans ; en SRA : 52 ans (source MCC)
- 30 à 50 départs chaque année (démissions, licenciements, retraite, décès...)
- près de la moitié des effectifs en place liquideront leur retraite entre 2024 et 2032
- la direction de l'Inrap baisse la proportion d'agents CDI par rapport aux CDD (COP 2019-2022)
- 102 maladies professionnelles reconnues essentiellement au titre des Troubles Musculo-Squelettiques